

Peut-on changer le destin vers lequel se dirige la Guyane ?



© JODY ANFIELD

constamment les progrès qu'on peut faire pour résorber notre retard et l'aggraver. Par ailleurs, alors que la Guyane connaît un taux de chômage en constante progression et n'arrive pas à fournir du travail à 230 000 personnes, comment peut-on espérer qu'elle pourra le faire dans les 15 ans qui viennent pour 500 000, alors même que la Guyane ne peut s'industrialiser pour préserver la forêt ? Forêt qui est notre seule vraie richesse de l'avenir, le pétrole n'étant qu'un leurre puisque énergie condamnée à disparaître du fait de son implication dans le mortel réchauffement climatique qui attend nos enfants. Quant à l'or,

> La délinquance et la violence explosent en Guyane et nous en sommes à demander à ce que toutes les communes soient classées en zone de sécurité prioritaire et les moyens alloués à la sécurité décuplés. Il n'est pas sûr que cela puisse suffire à prétendre à une quelconque amélioration.

Le premier problème de la Guyane est sa surnatalité. Même si la natalité est en baisse avec 3,5 enfants par femme, il s'avère, selon l'Insee que c'est la fécondité des femmes d'origine étrangère et celle des jeunes qui est la plus élevée, toutes catégories où on trouve les femmes les plus pauvres et les plus démunies. La conclusion de cette statistique est dramatiquement simple, la Guyane fabrique des pauvres. Notons, que si le solde migratoire est positif et

participe à la démographie, c'est bien le solde naturel des naissances qui en est le premier facteur. Alors que nous sommes déjà en retard d'infrastructure, la démographie dépasse

son extraction ne pourra jamais, sans un effort industriel pour extraire propre, être légalisée tant elle est destructrice d'une forêt dont la protection est indispensable à la survie du monde ;

« Laisser la population Guyanaise doubler, c'est détruire la forêt et accroître chômage et délinquance »

c'est cette protection de la forêt qui interdit l'industrialisation des pays hôtes et en freine le développement ; c'est pourquoi le monde industrialisé doit financer cette injustice, comme la Norvège, pays forestier, finance depuis 2010 la maintenance de la forêt du Guyana à hauteur de 10 millions de dollars par an.

Voilà pourquoi la première urgence de la Guyane est de contrôler sa natalité, programme qui dépasse les enjeux locaux, chaque consommateur français ayant une empreinte écologique estimée à 4,7 ha globaux de forêt. Laisser la population Guyanaise doubler, c'est détruire la forêt et accroître chômage et délinquance.

Le deuxième problème de la Guyane c'est la faiblesse catastrophique de l'Éducation nationale localement. Avec 59 % d'échec scolaire et de formation, la Guyane est dernière de la classe française, bien loin derrière les autres dom. Sauf à prétendre que les enfants Guyanais et leurs enseignants sont idiots pathologiques, il y a une explication qu'on se garde bien d'aller chercher. En effet, la spécificité de la Guyane est que 85 % de ses enfants n'ont pas le français en langue maternelle et que, pour la plupart, leur culture d'origine est orale alors que celle de métropole est écrite. Par ailleurs, la majorité des ensei-

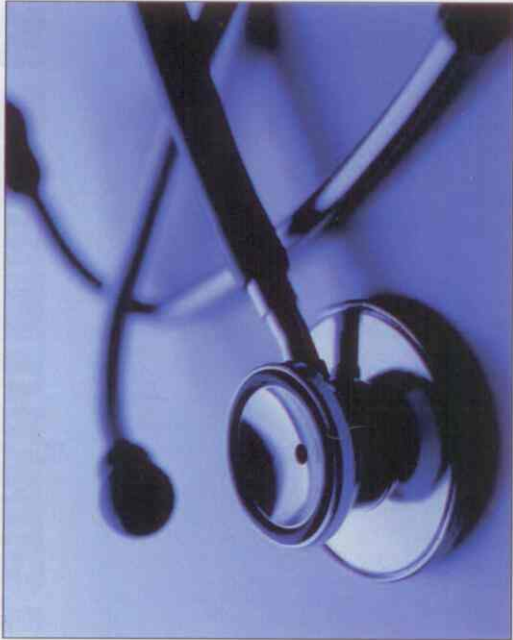
Avec 105 000 enfants de moins de 20 ans en 2009, on se promet un torrent de plus de 60 000 jeunes en rupture de la société, sans cesse renforcé des affluents des jeunes en échec qui sortent chaque année du scolaire...

gnants sont des enseignants de métropole, dont les programmes et les méthodes, copier-coller imposé de métropole et déjà en échec pour les mêmes raisons dans nombre de banlieues, les rendent inadaptés à un public auquel ils n'ont pas été préparés. On ne peut concevoir en Guyane des classes où les enseignants se contentent de dicter et d'écrire au tableau, pendant que les enfants recopient des phrases dont souvent ils ne comprennent même pas tout le sens.

C'est donc ici, comme le précise le code de l'éducation, que l'on devrait imposer l'école aux enfants dès l'âge de deux ans, alors qu'on est à 12 % des enfants non scolarisés, soit près de 9000 aujourd'hui, en constante augmentation. Pas d'enfant non scolarisé à Kourou en 2009, 80 en 2010, plus de 200 en 2011,

combien à la rentrée 2012 ? Futurs prix Nobel ou futurs délinquants ? Le résultat c'est qu'au lieu d'adapter l'éducation à son public pour préserver les identités des enfants issus de différentes cultures tout en les fondant dans le creuset républicain de la tolérance, on fait rentrer tardivement à l'école des enfants non scolarisés qui manquent de l'indispensable vocabulaire de base ; du fait de la pauvreté de leurs parents, ils manquent aussi le plus souvent de soutien et de l'indispensable environnement nécessaire à leur développement intellectuel, culturel et social.

La conséquence de cette erreur, c'est que nombre d'enfants vont manquer leur CP, la faute à un retard qu'ils ne pourront combler dans un système inadapté ; c'est la que



ces enfants vont commencer leur vie d'échecs et d'exclusion qui va les mener le plus souvent vers la pauvreté, le chômage et la délinquance, parce qu'il n'existe pas de filière de secours pour aider ces gosses ; ils vont passer de classe en classe, en souffrant et en créant le désordre pour y exister jusqu'à leurs 16 ans, où ils pourront enfin quitter l'école pour glander dans la rue. C'est ainsi qu'on fabrique ces assistés qu'on a fracassés et qui vont coûter ensuite à la société au lieu de lui rapporter. Avec 105 000 enfants de moins de 20 ans en 2009, on se promet un torrent de plus de 60 000 jeunes en rupture de la société, sans cesse renforcé des affluents des jeunes en échec qui sortent chaque année du scolaire... Peut-on croire un instant que ces jeunes vont se cacher et se contenter d'admirer nos maisons et nos 4X4 ?

A ce problème de l'éducation

s'en ajoute un troisième qui est celui de l'inadaptation du service de santé aux populations les plus démunies, caractérisé par la faiblesse de notre tissu médical comparé à la métropole. On n'améliorera ni l'éducation scolaire des enfants, ni les conditions de vie des familles tant que celles-ci n'auront pas accès aux soins de manière universelle. La santé globale passe par l'alimentation, l'habitat, l'accès à l'eau potable, l'accès aux droits sociaux, l'accès aux soins de proximité... et l'accès à l'information. Cette déficience du service public exagère les difficultés des gens précarisés et des enfants à s'insérer dans notre société et va générer ultérieurement des coûts bien plus importants en matière de santé et de sécurité publiques sans parler du coût d'une population inadaptée au marché du travail.

C'est donc d'éducateurs spé-

cialisés, d'assistantes sociales, d'écoles maternelles, d'enseignants qualifiés à l'éducation complexe d'enfants bilingues et de cultures différentes, de médecins, infirmiers, kinésithérapeutes et autres auxiliaires médicaux dont on a besoin, bien avant des policiers et des caméras, pour sortir de ce destin violent vers lequel on se dirige inéluctablement ; tous ces professionnels dont on manque c'est la Guyane qui doit les sortir de ses différentes communautés. C'est en Guyane qu'on doit former les cadres dont les enfants et la société ont besoin, parce qu'en Guyane on ne peut enseigner comme à Neuilly et qu'il faut y posséder les codes sociaux et de communication des différentes cultures.

Cette description n'est qu'un constat, dur parce que réaliste, mais il n'est absolument pas question ici de stigmatiser ceux qui sont victimes d'une politique ultralibérale qui ne se soucie pas de préserver l'idéal républicain d'égalité et de solidarité. Ce sont ceux qui ont fait et laissé faire qui portent la responsabilité du délitement de la Guyane, pas leurs victimes.

*Suite
dans le prochain numéro*

• **Thierry Verson**

Référent juridique de la LDH Guyane. Maison des associations, rue Léopold Héder 97300 Cayenne

ldh.cayenne@yahoo.fr